

Ensemble pour la Justice : Notre Action Collective pour les Droits Humaines et l'Espace Civique

NOTE DE COUVERTURE

Cette déclaration a été élaborée par les membres de la Communauté de Pratique d'ACT sur les Droits de Humaines et le Développement, en consultation avec la Communauté de Pratique sur les Entreprises et les Droits de Humaines d'ACT et avec des contributions du Forum d'ACT en Inde. Les engagements proposés concernent principalement le rétrécissement de l'espace civique et le rôle des acteurs de la foi pour contrer cette tendance et promouvoir des récits d'espoir.

SUJET

Cette déclaration aborde le rétrécissement de l'espace civique, le rôle des acteurs de la foi pour contrer cette tendance et promouvoir des récits d'espoir. En tant que voix et leaders cruciaux dans leurs communautés, les acteurs de la foi ont un rôle clé à jouer dans la promotion des libertés fondamentales au sein de leurs communautés et dans l'espace public. La portée est mondiale, en reconnaissant que les minorités sont touchées de manière disproportionnée, car un espace civique contraint exacerbe les inégalités systémiques et empêche la participation. Pour y remédier, les membres d'ACT devraient considérer la promotion de l'espace civique comme un aspect clé de leur travail, en cohérence avec leurs valeurs de foi et les normes des droits humains. Nous devons nous engager en tant que membres de la société civile et dénoncer les violations des libertés fondamentales.

DÉCLARATION

Ensemble pour la Justice : Notre Action Collective pour les Droits Humaines et l'Espace Civique

La dernière décennie a été marquée par un recul démocratique et un rétrécissement de l'espace civique à travers le monde. Au-delà de l'impact sur la société civile, cet espace rétréci a entravé la capacité des communautés à exiger justice et responsabilité, en faisant taire les voix critiques au moment où elles sont le plus nécessaires. En tant qu'acteurs de la foi et de la société civile ancrés dans les communautés et aux niveaux locaux, nous, en tant que membres de l'Alliance ACT, avons un rôle crucial à jouer pour contrer cette tendance et bâtir de nouveaux récits d'espoir. Les organisations basées sur la foi et les leaders religieux ont démontré leur vaste expérience et leur engagement à travailler avec des partenaires pour construire une société civile forte, autonome et dynamique. En tant qu'acteurs influents, nous ne devrions pas seulement plaider en faveur du développement à long terme et de la poursuite des Objectifs de Développement Durable, mais aussi tenir les États responsables de leurs obligations en matière de droits humains.

L'état actuel du monde appelle à une action immédiate et soutenue pour construire de l'espoir et lutter pour la justice. CIVICUS estime qu'un tiers de la population vit désormais dans des endroits où l'espace civique est considéré comme fermé, le pourcentage le plus élevé depuis que CIVICUS a commencé à surveiller l'espace civique. 2023 a également marqué le plus bas pourcentage de personnes vivant dans un « espace civique ouvert ». Ces résultats sont corroborés par l'Institut V-Dem, qui a déclaré qu'en 2023, le niveau de démocratie dont jouit le citoyen mondial moyen a chuté à des niveaux jamais vus depuis 1985.¹

Les violations des droits humains et la montée du pouvoir autoritaire et des fondamentalismes contribuent à l'érosion de l'espace pour une société civile libre et indépendante, pour la justice de genre et pour l'état de droit. La situation est aggravée par un respect décroissant des droits humains et de la coopération multilatérale, tandis que le nationalisme, l'autoritarisme et la polarisation augmentent. Le rôle et l'influence croissants des entreprises, ainsi que le manque de transparence à leur sujet, ont contribué à l'érosion supplémentaire de la prise de décision démocratique.

La société civile subit de plus en plus de restrictions multiples à l'échelle locale, nationale et mondiale. Celles-ci incluent des obstacles administratifs dans les processus d'enregistrement, une législation restrictive, des barrières à la réception de financements étrangers, des interdictions de voyage, de la surveillance et des campagnes de diffamation. Les Défenseurs

¹ **ACT EU publication on civil society:** Development needs civil society. The Implications of Civic Space for the Sustainable Development Goals (2019), <https://actalliance.eu/resources-directory/development-needs-civil-society/>.

des Droits de Humaines, y compris ceux des organisations religieuses et basées sur la foi, sont exposés à des attaques, telles que le harcèlement soutenu, la persécution, les détentions arbitraires et la violence. Bien que ces attaques touchent l'ensemble de la société, celles et ceux qui font face à des barrières systémiques ou qui défendent des droits face à des intérêts puissants sont particulièrement en danger. Les communautés et les individus qui luttent pour les droits environnementaux et fonciers, la liberté d'expression, la liberté de religion ou de croyance (FoRB), les droits des femmes et des filles, ainsi que les droits des personnes LGBTIQ+ font face à des attaques croissantes et escaladées.

Le silence imposé à ces voix les plus critiques a permis à l'impunité pour les violations des droits humaines de s'installer à l'échelle mondiale. Des violations graves des droits humaines continuent d'augmenter dans le monde entier, alors que les systèmes judiciaires peinent à faire face. Le rétrécissement de l'espace civique contraint la capacité de la société civile, ainsi que celle des victimes et des communautés touchées, à s'exprimer et à se battre pour leur droit à vivre dans la dignité. Cela remet en question le droit même de la société civile d'exister en tant qu'acteur de développement libre et indépendant et d'être une voix intégrale et critique pour le changement.

En tant qu'acteurs basés sur la foi et les droits, travaillant dans plus de 120 pays, il est de notre responsabilité de mobiliser et de renforcer nos réseaux collectifs pour promouvoir l'espace civique, contrer le recul croissant des droits humaines et promouvoir la justice de genre. En tant que communauté ancrée dans les valeurs de foi et les principes des droits humaines, nous avons le devoir de vivre selon les principes d'inclusivité et de communauté, malgré les différences que nous pouvons avoir. Provenant d'horizons et de mandats divers, nous devons nous engager à promouvoir le dialogue entre nous et avec le grand public et veiller à ce que notre travail soutienne les marginalisés pour influencer les décisions qui ont un impact sur leur vie.

Le rôle d'un espace civique habilitant est crucial pour la durabilité, le développement à long terme et la justice. Les OSC (organisations de la société civile) sont essentielles pour promouvoir la gouvernance participative et la démocratie en plaidant pour des politiques qui profitent au public, en mettant en œuvre des programmes gouvernementaux clés et en créant des espaces informels pour le dialogue et le bénévolat. Elles agissent comme des systèmes de soutien vitaux pour l'État, identifiant et abordant des questions cruciales affectant diverses communautés, réalisant des recherches et entraînant des changements de politiques pour garantir un développement équitable.

De plus, les OSC renforcent souvent la gouvernance en promouvant la transparence et l'efficacité, garantissant que les ressources sont utilisées efficacement au bénéfice de tous les citoyens. Elles défendent également des valeurs démocratiques en favorisant la participation active des citoyens et en facilitant un dialogue significatif entre l'État et le public. Cet

engagement est essentiel pour relever les défis liés à tous les ODD (Objectifs de Développement Durable) et pour promouvoir la justice sociale. Pour maximiser leur impact, il est crucial de protéger, renforcer et encourager l'espace démocratique qui permet cet engagement. Le travail que nous effectuons en tant que communauté pour promouvoir l'espace civique, à une époque de polarisation généralisée et de démantèlement de la démocratie, est aussi essentiel maintenant qu'il ne l'a jamais été.

Engagements et Recommandations

Les défis à l'espace civique continueront à entraver la réalisation de la mission d'ACT. Nous avons la responsabilité d'agir en solidarité avec nos partenaires pour contrecarrer les efforts qui cherchent à faire taire nos voix. Nous, en tant qu'Alliance ACT, nous engageons à :

- Renforcer notre rôle en tant que partie d'une société civile progressive et diverse, plaidant pour le respect des droits et des libertés fondamentales, et soulignant la valeur de la société civile en tant qu'élément crucial du progrès démocratique.
- Plaider pour l'abrogation des lois et des politiques qui restreignent l'espace civique, telles que les lois et les politiques qui violent les libertés fondamentales, facilitent la surveillance, provoquent des interférences injustifiées, qui impactent de manière disproportionnée les minorités ou priorisent des intérêts particuliers au détriment des droits humains.
- Appeler à l'adoption de politiques qui protègent les défenseurs des droits humains et les acteurs de la société civile, qui permettent la participation des acteurs de la société civile, promeuvent la transparence des pratiques gouvernementales et commerciales, ainsi que la prévention de la discrimination et de toutes les formes de violence, de harcèlement et de mauvais traitements.

De plus, nous appelons les gouvernements nationaux et la communauté internationale à :

- Soutenir la participation active et significative des acteurs de la société civile dans les organisations internationales et dans la prise de décision, en particulier dans les mécanismes internationaux des droits humains et de la justice.
- Condamner les abus des droits humains et promouvoir les rôles d'acteurs divers, y compris les organisations des droits humains, les États et le secteur privé, dans le respect et la promotion des droits humains ainsi que du développement durable et équitable, et garantir la pleine, égale, effective et significative participation et autonomie des défenseurs des droits humains, y compris les jeunes militants, les femmes défenseurs des droits humains ainsi que les défenseurs des droits fonciers et environnementaux.

PUB 03 – DÉCLARATION PUBLIQUE

- Fournir un financement adéquat et soutenu aux acteurs de la société civile, tels que les organisations communautaires, dirigées par des femmes et des jeunes, y compris par le biais d'un accès à des financements adaptables, flexibles et pluriannuels.
- Reconnaître le dialogue civil comme un élément essentiel de la démocratie participative.
- Garantir que les droits fondamentaux de humaines soient également protégés et garantis dans l'espace numérique.
- Assurer que des normes juridiquement contraignantes pour les entreprises impliquées dans les technologies numériques soient conformes aux obligations du droit international des droits humaines, y compris les principes d'égalité et de non-discrimination.

Une majorité de l'assemblée s'est déclarée d'accord avec les opinions exprimées dans cette déclaration.

Bien que de nombreux membres d'ACT soient d'accord avec la déclaration publique, certains membres ont exprimé des points de vue divergents sur le contenu ou le ton. Leur décision reflète les diverses perspectives au sein de notre alliance, et nous respectons leur choix de s'abstenir ou de voter contre. Comme toujours, nous valorisons le dialogue collectif et encourageons la poursuite des discussions sur le sujet, reconnaissant la force de notre unité dans la diversité.